DELEGATION DE L'AGRICULTURE

Arrêté du 30 juin 1962 approuvant les modifications des statuts et règlements de la caisse mutuelle agricole d'action sociale.

Le Délégué à l'agriculture,

Vu la loi n° 61-44 du 14 janvier 1961 concernant l'autodétermination des populations algériennes et l'organisation des pouvoirs publics en Algérie avant l'autodétermination ;

Vu le décret n° 62-306 du 19 mars 1962 portant organisation des pouvoirs publics en Algérie ;

Vu le décret n° 62-390 du 9 avril 1962 portant répartition des attributions entre les services de l'Etat et les services de l'Algérie ;

Vu le décret n° 57-75 du 25 janvier 1957 étendant à l'Algérie les dispositions de la loi n° 52-888 du 25 juillet 1952 et du décret n° 53-503 du 21 mai 1953 permettant aux salariés de l'agriculture de créer un régime de prévoyance et de retraite complémentaire ;

Vu l'arrêté du 15 février 1958 portant approbation des statuts et règlements de la caisse mutuelle agricole d'action sociale modifié par arrêté du 16 janvier 1959 ;

Sur la proposition du directeur de l'agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. — Sont approuvés tels qu'ils sont annexés au présent arrêté les nouveaux règlements de l'institution de prévoyance dite « caisse mutuelle agricole d'action sociale ».

Art. 2. — Le délégué à l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal officiel de l'Etat algérien.

Fait à Rocher Noir, le 30 juin 1962.

Le délégué à l'agriculture,

Signé : CHEIKH M'Hamed.

CAISSE MUTUELLE AGRICOLE D'ACTION SOCIALE

REGIME DE PREVOYANCE

Chapitre premier

Dispositions générales

Article premier. — Par adhésion patronale groupée en date du 20 mars 1961, les entreprises adhérentes à la Caisse Mutuelle Agricole d'Action Sociale (C.M.A.A.S.) ont adopté à effet du 1^{er} janvier 1961 le régime de prévoyance de la Caisse Centrale de Prévoyance Mutuelle Agricole (C.C.P.M.A.) dont le siège est à Paris, 25, rue de la Ville-L'Evêque.

Art. 2. — Les entreprises et leur personnel sont régis par les dispositions statutaires et réglementaires présentes et à venir de la C.C.P.M.A., ainsi que par les statuts de la C.M.A.A.S. et le présent règlement.

Art. 3. — Le présent règlement définit un régime complémentaire pour d'une part compenser les différences de législation sociale en matière de retraite et d'autre part maintenir les dispositions antérieures relatives aux rentes de survie et d'invalidité et à l'assurance maladie.

Chapitre II

Cotisations

Art. 4. — Les ressources nécessaires au fonctionnement du régime de prévoyance sont constituées par :

1° une cotisation assise sur le montant total des traitements de tous les salariés appartenant à la catégorie de personnel au profit duquel l'adhésion a été acceptée ;

2° une cotisation constituée par une retenue effectuée sur le traitement de chaque salarié adhérent.

Les taux des cotisations de l'entreprise et du salarié et les traitements retenus pour le calcul des cotisations sont fixés au tarif annexé au présent règlement.

Art. 5. — Le traitement pris en considération pour le calcul de la cotisation est celui retenu en fonction du règlement de la C.C.P.M.A.

Art. 6. — La cotisation est versée par l'entreprise suivant la périodicité et aux époques fixées par la Caisse dans les quinze jours qui suivent la date d'échéance. Passé ce délai, l'entreprise défaillante est passible d'intérêts de retard au taux légal.

Chapitre III

Retraites

Art. 7. — La retraite est constituée sous forme de rente viagère différée sans contre-assurance avec participation aux résultats. Les versements sont inscrits sur un livret individuel ainsi que les rentes acquises.

Art. 8. — La retraite est égale à un pourcentage des traitements du salarié sur lequel a été prélevée sa cotisation personnelle visée à l'article 4.

Le montant de ce pourcentage est fixé au tarif.

Art. 9. — L'entrée en jouissance de la retraite est fixée à l'âge de 60 ans avec faculté d'anticipation à partir de l'âge de 55 ans. Elle peut également être différée à l'âge de 65 ans. Les réductions et bonifications pour anticipation et ajournement sont celles découlant du tarif.

Art. 10. — La retraite est obligatoirement réversible pour 60 % sur la tête du conjoint.

Art. 11. — La retraite est réglée aux époques fixées par la Caisse ou par l'organisme d'assurance visé à l'article 19.

Art. 12. — En cas de départ du salarié, le bénéfice de tous les versements faits pour la constitution de sa retraite lui est conservé. Il lui est fait remise du livret individuel visé à l'article 7.

Chapitre IV

Rente de survie

Art. 13. — En cas de décès du salarié survenant avant l'époque de la liquidation de la retraite et après dix années au moins de versements de cotisations personnelles, une rente de survie est servie immédiatement à sa veuve ou à défaut aux enfants mineurs à charge.

Cette rente de survie est complémentaire à la pension de réversion due au titre du règlement de la C.C.P.M.A. Son montant, cumulé avec cette pension de réversion, s'il y a lieu, est fixé aux maxima déterminés à l'article 15.

Art. 14. — Lorsque la rente joue en faveur de la veuve, la rente de survie est viagère. Pour les veuves qui sont appelées à bénéficier d'une pension de réversion à l'âge de 50 ans, la rente de survie n'est que temporaire et sera révisée lors de l'attribution de la pension de réversion.

Lorsque la rente joue au profit d'enfants mineurs à charge, elle n'est que temporaire et cesse à la majorité.

La part des enfants qui ne seraient plus bénéficiaires viendrait accroître la part des autres.

Lorsqu'il existe une veuve et des enfants mineurs à charge de deux ou plusieurs lits par suite d'un ou plusieurs mariages antérieurs, la pension de réversion est partagée par moitié entre la veuve d'une part et les enfants mineurs à charge issus des précédents mariages d'autre part. A l'extinction des droits des enfants, leur part est reportée sur la veuve.

Art. 15. — Pour dix années de cotisations du salarié le total des avantages définis à l'article 13 est fixé à quinze pour cent du dernier traitement annuel défini à l'article 5.

Il s'augmente :

- après la dixième année de un pour cent par an,
- à partir de la seizième année de un pour cent tous les six mois,
- à partir de la vingt-et-unième année de un-demi pour cent par an.

La garantie rente de survie ne joue que si la pension de réversion servie à la veuve est inférieure à quarante pour cent du dernier traitement annuel du salarié.